

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STATION D'ÉPURATION DE SOULEVILLE

Station d'Épuration de Souleville
22400 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0005503341

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 de la station d'épuration de Lamballe/Souleville implantée au lieu-dit Souleville à LAMBALLE/ARMOR (22400). L'inspection a été annoncée le 01/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du plan d'action interministériel sur les PFAS, et fait suite aux résultats des campagnes de surveillance analytique des substances per-et polyfluoralkylées dans les rejets aqueux de l'installation classée pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION D'ÉPURATION DE SOULEVILLE
- SOULEVILLE 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005503341
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station d'épuration collective de Lamballe Armor / Souleville reçoit et traite des eaux usées domestiques et industrielles.

L'exploitant est la communauté d'agglomération LAMBALLE TERRE & MER.

La capacité nominale de traitement de la station d'épuration à boues activées est de 3 712 kg de DBO5 soit 61 860 équivalent habitant.

La station d'épuration mixte est classée à la rubrique n°2752 sous le régime de l'autorisation et régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 décembre 1999 modifié le 30 novembre 2017.

L'établissement est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

À ce titre, trois campagnes de surveillance des PFAS et AOF ont été mises en œuvre afin d'améliorer les connaissances disponibles.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS - TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Accès	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 8.1.4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Caractéristiques de l'installation	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
10	Autosurveillance - respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Autosurveillance - suivi du milieu	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 9.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Autosurveillance - transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 9.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Surveillance PFAS - déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
16	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
17	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
18	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
19	Plan de surveillance des substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	6 mois
20	Plan de surveillance des substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.2.1	Sans objet
2	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.5.1	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
5	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 2.3.1 et 2.3.2	Sans objet
7	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
8	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 8.1.6	Sans objet
9	Autosurveillance - détermination du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
14	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
15	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La STEP collective de Lamballe / Souleville est correctement entretenue.

Les installations de traitement fonctionnent correctement et les rendements épuratoires sont conformes.

Les résultats d'autosurveillance et les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les campagnes de surveillance des substances per-et polyfluoroalkylées ont permis de mettre en évidence la présence du paramètre AOF à des concentrations supérieures au seuil de quantification, fixée à 2 µg/L.

Les investigations complémentaires pour expliquer la présence des AOF dans les rejets aqueux n'ont à ce jour pas été mises en œuvre par l'exploitant, qui s'engage à réaliser des analyses complémentaires pour identifier l'origine de ces substances.

En ce qui concerne et de manière générale les substances dangereuses dans l'eau, une actualisation du programme de surveillance des micro-polluants est attendue par le service d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique de la nomenclature ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique ICPE: 2752 - Station d'épuration mixte ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 EH, lorsque la charge des eaux industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en demande chimique en oxygène (DCO). - Capacité autorisée: 3 712 kg DBO5 soit 61 860 EH - Régime: autorisation
<p>Constats :</p> <p>La station d'épuration collective de Lamballe Armor / Souleville reçoit et traite des eaux usées domestiques et industrielles. La capacité nominale de traitement de la station est de 61 860 EH (équivalent habitant).</p> <p>Les deux files de traitements sont alimentées par des réseaux dissociés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>File de traitement des eaux urbaines</u>: branchements raccordés des eaux domestiques des communes de Lamballe, La Poterie et Maroué (pour partie). - <u>File de traitement des eaux industrielles</u>: cette file reçoit les effluents de 8 huit industriels: Cooperl Lavage (lavage des camions frigorifiques); Cooperl Cedev (abattage, découpe, traitement de co-produits et unité de congélation); Cooperl 3 (Brocéliande - fabrication de plats préparés); Valoroeuf (traitement de sous-produits, production de poudre d'oeufs), Le Gouessant (transformation de pommes de terre), Crêperie Jarnoux (fabrication de crêpes et galette); Inariz (traitement et conditionnement de riz); Le Monde des Crêpes: fabrication de crêpes. <p>Les communes de Andel et Noyal sont également raccordées.</p> <p>La charge des eaux résiduaires en provenance des installations industrielles est de manière globale inférieure à 70 % de la capacité de la station en demande chimique en oxygène.</p> <p>L'exploitant souhaite néanmoins maintenir le classement au régime de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Le fonctionnement et l'autosurveillance du système de collecte est suivi par la DDTM 22 conformément à l'arrêté préfectoral du 15 février 2018.</p> <p>Selon l'exploitant, les déversements d'eaux usées industrielles, autres que domestiques sont autorisés conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique.</p> <p>Des échanges sont en cours avec l'exploitant du centre de rassemblement des truies de la société EUREDEN situé ZI Lanjouan à Lamballe.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Groupe électrogène de secours et stockage de fioul associé</u>: <p>Un groupe électrogène d'une puissance de 750 kVA (0,75 MW) fonctionnant en secours de l'alimentation principale est implanté sur le site. Le groupe fonctionne moins de 500 heures par</p>

<p>an.</p> <p>Une mise en marche régulière du groupe (2 h/mois) est réalisée pour s'assurer du fonctionnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Classement à la rubrique 2910</u>: la puissance du groupe est inférieure à 1 MW. L'installation n'est pas classée sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910. <p>Le fioul alimentant le groupe électrogène est stocké dans une cuve enterrée de 25 000 litres (double paroi).</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Classement à la rubrique 4734</u>: la quantité de produits pétroliers susceptibles d'être stockée dans l'installation est inférieure à 50 tonnes. L'installation n'est pas classée sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4734.
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>L'exploitant transmettra au service d'inspection des installations classées les arrêtés d'autorisation de déversement et les conventions associées des sites industriels raccordés à la file de traitement des eaux industrielles.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Sans suite</p>

N° 2 : Modification des installations

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.5.1</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Situation administrative, Porter à connaissance</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><i>Constats :</i></p> <p>L'exploitant a porté à connaissance du préfet le 12 août 2024 les travaux de réfection et de réhabilitation du bassin d'aération de la filière urbaine avec la réfection du béton et la reprise de l'étanchéité du bassin d'aération. Ces travaux font suite à un diagnostic réalisé sur l'ouvrage en 2019 et mettant en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des fissures sur les voies périphériques ; • un parement béton usé superficiellement, réduisant l'épaisseur d'enrobage des aciers ; • des dalles d'accès aux ponts brosse présentant des tassements. <p>Les travaux de réhabilitation de 2 626 m² de surface ont été réalisés.</p> <p>Le jour du contrôle des travaux étaient également en cours avec l'installation d'un nouveau poste de dépotage des matières de vidange, avec l'installation d'un prétraitement dédié (respect de la conformité réglementaire au point SANDRE A7).</p> <p>D'autres aménagements sont prévus en 2026, notamment sur le clarificateur de la file industrielle. Des travaux sur une période de 4-5 mois seront programmés.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>L'exploitant devra transmettre un dossier de porter-à-connaissance préalable pour la réalisation des travaux planifiés en 2026.</p> <p>Ce dossier présentera également les modifications apportées au niveau du poste de dépotage des matières de vidanges.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Sans suite</p>

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Situation administrative, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Des plans de détection et de récolement des réseaux de la STEP datant 2018 ont été transmis en amont de l'inspection. Ces plans seront actualisés au regard des différentes phases de travaux réalisés sur les réseaux et les ouvrages d'assainissement raccordés. L'exploitant sollicite le délai d'un an (seconde semestre 2026) pour la transmission des plans finalisés afin de tenir compte des différentes phases de travaux
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra au service d'inspection, suivant le délai sollicité, les plans actualisés des réseaux de la STEP. Ces plans reprendront notamment les secteurs collectés et les réseaux associés, avec les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et de rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.
Constats : Les accès au site sont correctement sécurisés par une clôture grillagée en bon état. Les portails d'accès coulissants en entrée et sortie du site sont automatisés et les accès connectés à distance par digicode. Des panneaux d'affichages d'interdiction d'entrée sur le site pour les personnes non autorisées et d'information de la présence d'une vidéosurveillance sont apposés aux portails d'entrée sur le site. <u>Point non-conforme:</u> Le portail d'accès à la plateforme a été déformé suite à un accident. Il manque un barreau sur ce portail d'accès situé proche du groupe électrogène. L'espacement permet d'entrer sur le site. L'exploitant a d'ores et déjà programmé sa réparation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 2.3.1 et 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté et entretien des abords
Prescription contrôlée : - Article 2.3.1. Propreté : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets,... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin. - Article 2.3.2. Esthétique : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : Les abords du site et des différents ouvrages d'épuration sont maintenus en bon état d'entretien et de propreté. Le local de traitement des boues était en bon état de propreté, le jour de la visite. Une centrifugeuse était en cours d'entretien et de maintenance le jour du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Caractéristiques de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Descriptif du traitement
Prescription contrôlée : La station de traitement de Souleville comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisée de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• <u>File industrielle :</u><ul style="list-style-type: none">- poste de relèvement composé de 3 pompes dont 2 en fonctionnement simultané. Débit 150 m³/h ;- poste de prétraitement : dégrillage + canal de comptage + dégraisseur/dessableur + point d'injection de réactifs de déphosphatation ;- 2 bassins tampon aérés de 1500 m³ chacun ;- chenal d'aération de 10350 m³ ;- bassin clarificateur composé d'un poste de dégazage, du clarificateur de 717 m², d'un puits de recirculation et d'un poste d'extraction.• <u>File urbaine :</u><ul style="list-style-type: none">- fosse de dépotage de matières de vidange ;- poste de relevage PR2 équipé d'une vis d'Archimède et d'une pompe de secours. Débit 400 m³/h- poste de relevage PR1 en secours, recevant le trop plein PR2 et les matières de vidanges ;- poste prétraitement : dégrillage + dessablage + dégraissage + canal de comptage + point d'injection sulfate de fer ;- chenal d'aération : un de 1100 m³ + un de 4500 m³ ;- bassin clarificateur composé d'un poste de dégazage, du clarificateur de 706 m², d'un point de recirculation et d'un poste d'extraction.

<ul style="list-style-type: none"> • <u>Poste commun</u> : <p>- poste de déphosphatation composé d'une cuve de stockage double enveloppe et de pompes de dosage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Filières boues</u> : <p>- 2 silos épaisseur de 300 m³ chacun ; - poste de traitement composé de 2 centrifugeuses ; - stockage en bennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>La station fonctionne par boues activées avec aération prolongée. Les équipements et structures observés le jour du contrôle étaient en bon état d'entretien et de fonctionnement. Le jour de la visite, des travaux étaient en cours au niveau du poste de dépotage des matières de vidange et une centrifugeuse à boues étaient en maintenance.</p> <p>Les ouvrages d'épuration (bassins tampons, bassins d'aération, ...) étaient protégés par des dispositifs de sécurité (barreaux antichute, gardes corps, ...).</p> <p>Les changements notables réalisés et à venir au niveau de la station sont présentés à la fiche de constat n°2. Le dispositif de traitement tertiaire (équipement installé pour apporter une garantie supplémentaire) n'était pas en fonctionnement le jour du contrôle. De même, les deux bassins tampons d'eaux usées industrielles et l'unité de désodorisation biologique situés sur une parcelle à proximité de la station n'étaient pas en fonctionnement.</p> <p>- <u>Points non-conformes:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réservoir de stockage de chlorure ferreux 20%: la cuve verticale cylindrique (30 m³) en PEHD double enveloppe n'est pas équipée de dispositifs/détecteurs de fuites qui informe de la présence de liquide dans la deuxième enveloppe. • Équipements de sécurité: <ul style="list-style-type: none"> ◦ absence de rince-œil à proximité de la zone de dépotage en vrac de chlorure ferreux; ◦ douche et rince-œil non fonctionnels à proximité de la cuve verticale PEHD de stockage de polychlorure d'aluminium. <p>L'exploitant doit engager des travaux de mise en conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Ouvrages de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>

<p>Constats : Les dispositifs de rejets sont correctement aménagés. Le milieu récepteur des eaux traitées est Le Gouessant. Les abords du point de rejet permettent un bon écoulement des eaux traitées. Le jour de la visite l'eau traitée rejetée était d'aspect clair et ne présentait pas de trace de pollution.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Étude de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 8.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, AMDEC</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.</p>
<p>Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, les recommandations de l'AMDEC de 2018 avec les mesures de prévention complémentaires pour garantir la sécurité optimale des installations ont bien été prises en compte. Les modes de secours sont mis en place et disponible au niveau de la supervision.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Autosurveillance - détermination du débit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit rejeté</p>
<p>Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. (...) Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats : La mesure du débit est réalisée en continu du rejet. À noter, les éléments du rapport de visite d'assistance technique de l'ADAC - SATESE 22 du 05/06/2025 précise que: - un volume rejeté de 4 074 m³/j; - eau traitée de couleur légèrement jaune, limpide, sans odeur et d'excellente qualité physico-chimique; - les résultats reflètent le bon fonctionnement de la station; - la charge hydraulique moyenne appliquée sur la station sur les douze derniers mois: environ 3 922 m³/jour soit 54 % du débit de référence de la station (7200 m³/jour). La valeur est stable par rapport aux années précédentes;</p>

- la répartition des volumes entrants: 66% sur la file industrielle, 34 % sur la file urbaine. On note une hausse de la part des effluents industriels sur les douze derniers mois.
- hausse des volumes reçus lors des mois pluvieux, signe de la sensibilité du réseau de collecte, principalement l'urbain, aux intrusions d'eaux claires issues des précipitations. La SATESE rappelle l'importance de réaliser des campagnes de détection et de réduction de ces intrusions;
- les volumes journaliers moyens rejetés par la station ces douze derniers mois représentent 63 % du seuil fixé par l'arrêté préfectoral (de 4300 à 7200 m3/j en fonction de la période de l'année). On note aucun dépassement de l'autorisation de rejet;
- si les relevés de l'hypervision ont bien été récupérés, les DMF n'ont pas été transmises depuis le début de l'année, c'est pourquoi la pluviométrie utilisée pour le graphique ci-dessous est celle de la station de Coëtmieux.

- Contrôle inopiné du 20 et 21/08/2025: (laboratoire INOVALYS)

Comparaison des débits mesurés - bilan 24h

Volume mesuré débitmètre (bulle à bulle - canne bulleuse)	Volume mesuré débitmètre établissement	Moyenne des volumes mesurés	Écart [débitmètre établissement contrôlé / moyenne]	Écart maximum toléré
6 521 m3	6 416 m ³	6468.50 m ³	-0,80 %	+ ou - 5 %

- Autosurveillance - fiche de vérification du débitmètre électromagnétique (par ADAC 22 – SATESE): Conclusion ADAC 22 - SATESE:

Bonne fiabilité de l'appareil de mesure: débitmètre conforme aux préconisations de l'Agence de l'Eau et permet un comptage fiable des volumes rejetés

Le préleveur est conforme aux préconisations de l'Agence de l'Eau. Il permet la constitution et la conservation d'un échantillon représentatif de l'effluent rejeté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autosurveillance - respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions (VLE)

Prescription contrôlée :

Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

Constats :

La restitution des données d'autosurveillance de GIDAF sur la période de janvier 2025 à juillet 2025 montre des dépassements sur certains paramètres par rapport aux VLE fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Paramètre	Non-conformités en concentration et en flux des VLE de janvier 2025 à mai 2025			
	Non-conformités en Concentration		Non-conformités en Flux	
	En nombre	En %	En nombre	En %
Volume	4/151		3 %	
Température	0/151		0 %	
pH	1/151		1 %	
DCO	1/151	1 %	0/151	0 %
DBO5	0/24	0 %	0/24	0 %
C.organique	0/24	0 %		
MES	0/66	0 %	0/66	0 %
NKJ	9/45	20,00 %	7/45	16 %
NGL	9/45	20,00 %	3/45	7,00 %
Pt	0/45	0 %	0/45	0 %

Paramètre	Non-conformités en concentration et en flux des VLE de juin 2025			
	Non-conformités en Concentration		Non-conformités en Flux	
	En nombre	En %	En nombre	En %
Volume	0/30		3 %	
Température	0/30		0 %	
pH	0/30		1 %	
DCO	0/30	0 %	0/30	0 %
DBO5	0/5	0 %	0/5	0 %
C.organique	0/5	0 %		
MES	0/14	0 %	0/14	0 %
NKJ	0/10	0,00 %	0/10	0 %
NGL	0/9	0,00 %	0/9	0,00 %
Pt	0/10	0 %	0/10	0 %

Paramètre	Non-conformités en concentration et en flux des VLE de juillet 2025			
	Non-conformités en Concentration		Non-conformités en Flux	
	En nombre	En %	En nombre	En %
Volume	1/31		1 %	
Température	0/31		0 %	
pH	0/31		0 %	
DCO	0/31	0 %	0/31	0 %
DBO5	0/5	0 %	0/4	0 %
C.organique	0/5	0 %		
MES	0/13	0 %	0/13	0 %
NKJ	0/10	0,00 %	0/10	0 %
NGL	0/9	0,00 %	0/9	0,00 %
Pt	0/10	0 %	0/10	0 %

Pour la période de janvier à mai 2025, plus de 10 % des valeurs en concentration et flux en NKJ et NGL sont non conformes aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral.

L'exploitant fait mention dans les commentaires des déclarations GIDAF de l'année 2025:

- Cause des dépassements : dépassements hydrauliques dus à la forte pluviométrie en janvier. Nous avons utilisé un bassin de 1 100 m³ lors de la phase de réfection du bassin d'aération urbain de 4 500 m³. La limitation de nos capacités d'aération sur cette période a occasionné des dépassements sur les paramètres azotés.
- Nature des dépassements : dépassements volume hydraulique, concentration et flux azotés
- Mesures correctives envisagées ou réalisées : travaux de réfection du bassin d'aération achevés et réfection des réseaux pour limiter l'apport d'eau parasite
-

- Contrôle inopiné des eaux résiduaires par un laboratoire mandaté par la DDPP:

Un contrôle inopiné a été réalisé les 20 et 21/08/2025. Le rapport d'intervention a été transmis a posteriori de l'inspection.

Le rapport d'analyses fait apparaître des dépassements pour les paramètres suivants :

- Volume journalier: 6 503,24 m³/j (> au débit de 5 500 m³/j autorisé)

	Rapport INOVALYS D250811919 du 19/09/2025		Valeurs limites d'émissions AP du 09/11/2017	
	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)	Concentration (mg/L)	Flux (kg/j)
NH4+	3,0 mg/l	19,5 kg/j	2 mg/l	9 kg/j
NTK	5,1 mg/l	33,2 kg/j	5 mg/l	23 kg/j

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant apportera des justificatifs sur les causes des dépassements observés dans le cadre du contrôle inopiné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 11 : Autosurveillance - suivi du milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux de surface
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en amont immédiat et en aval de son rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants suivants : DCO, DBO5, MES, NGL, NO2, NO3, NH4+, Pt, Indice Biologique diatomées IBD.
Constats : Un suivi du milieu récepteur a été réalisé le 5 juin 2025 par l'ADAC - SATESE 22. Ce suivi du milieu est composé de 7 points de prélèvements (6 points en amont du rejet et 1 point en aval du rejet) Le rapport d'intervention met en évidence en amont et en aval immédiat du rejet de la station) les éléments suivants: <i>"La comparaison entre les résultats d'analyses des prélèvements M1 et M2 (amont et aval immédiat du rejet de la station) met en évidence l'impact du rejet de la station sur la qualité du Gouessant. En effet, on ne note que très peu d'évolution:</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>• perte d'une classe pour l'oxygène dissous, passant de Bon à Moyen, mais sans lien avec le rejet d'après les mesures réalisées sur place;</i> <i>• gain d'une classe de DBO5, en lien direct avec la concentration résiduelle en sortie station.</i> <i>Le rejet de la station de Souleville n'a que peu d'impact sur la qualité du Gouessant (points M1 et M2) avec de très légères évolutions des concentrations, entraînant un gain de classe (DBO5) et un déclassement (Oxygène dissous)."</i> Les résultats des tests et analyses effectuées sur les prélèvements montrent des résultats importants en coliformes thermotolérants (ou E. coli) n/100 ml) en amont et aval immédiat du point de rejet: - M1 Amont rejet: 360 000 e.coli/100 ml - M2 - Aval rejet: 230 000 e.coli/100 ml. L'Indice Biologique Diatomées (IBD) permettant d'évaluer la qualité bactériologique du cours d'eau n'est pas évalué dans ce rapport de surveillance. Les rapports de surveillance de 2024 ne montrent pas non plus l'évaluation de ce paramètre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none"> apporter des justifications sur la hausse importante d'E.coli en amont et en aval immédiat de la station d'épuration; faire réaliser une surveillance du milieu sur le paramètre IBD et transmettre le dernier rapport de surveillance au service d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Autosurveillance - transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats dans GIDAF
Prescription contrôlée : [...] Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilités techniques, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé Gidaf.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance sont enregistrés dans GIDAF. Il est indiqué à l'exploitant que les délais de transmission sont trop importants. Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de transmettre mensuellement les résultats d'autosurveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à respecter les fréquences de saisie des résultats d'autosurveillance dans GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Surveillance PFAS - déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Trois campagnes de prélèvements et analyses des PFAS dans les rejets aqueux de la station d'épuration ont été réalisées dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Les campagnes d'analyses ont portés sur les paramètres obligatoires suivants :

l'évaluation du paramètre indiciaire, le fluor organique adsorbable (AOF);

la mesure de la concentration de vingt PFAS.

Les résultats des analyses de chaque campagne ont été correctement déclarés dans l'outil GIDAF.

Ils montrent la présence en quantité importante du paramètre AOF sur les campagnes de janvier et mars 2024 (valeur supérieure à la limite de quantification (LQ) fixée à 2 µg/l):

Date	05/12/2023		19/01/2024		26/03/2024	
Paramètre	Concentration (µg/l)	Flux massique (g)	Concentration (µg/l)	Flux massique (g)	Concentration (µg/l)	Flux massique (g)
AOF	< 2	-	11,1	129,96	2,7	11,08

Les résultats des autres substances per-et polyfluoroalkylées (PFAS) ne montrent pas de dépassements des limites de quantification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mener des investigations en vue de déterminer ce que recouvre le paramètre AOF (composés organo fluorés PFAS ou non PFAS ?), l'origine de production de ces composés, et les actions correctives en vue de réduire, voire supprimer le rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32			
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L			
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$ Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.			
Constats : Les résultats d'analyses des PFOS (Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés) sont conformes pour les trois campagnes de surveillance. Ceux-ci sont systématiquement sous la limite de quantification.			
Date	05/12/2023	19/01/2024	26/03/2024
Paramètre (code SANDRE)	Concentration (µg/L)	Concentration (µg/L)	Concentration (µg/L)
PFOS (6561)	<0,1	<0,1	<0,1
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 15 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<p>Constats :</p> <p>La station d'épuration n'a pas d'activité de production. Elle traite les eaux résiduelles provenant de sites industriels et des usages domestiques. Des substances PFAS ne sont pas produites, traitées ou rejetées par ses installations.</p> <p>La liste des substances PFAS a été établie sur la base de l'arrêté ministériel, en listant les 20 PFAS objet des campagnes d'analyses.</p> <p>Les fiches de données de sécurité des produits chimiques utilisés pour le traitement des eaux résiduelles ont également été consultées, pour identifier la présence éventuelle de PFAS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué en amont de l'inspection qu'aucune investigation n'a encore été menée pour identifier l'origine des concentrations en AOF. La DREAL, par courriel du 7 mai 2025, demandait à l'exploitant de mettre en œuvre 3 axes d'actions suivantes: investiguer, supprimer ou réduire et surveiller; avec un ensemble de mesures types préconisées.</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant s'est engagé à réaliser des analyses complémentaires (élargissement de la liste de toutes les autres substances PFAS - 28 substances fixées à l'AM du 20/06/2023).</p> <p>Un devis est en cours (auprès INOVALYS) et sera complété en fonction de la stratégie adoptée par l'exploitant.</p> <p>Des investigations complémentaires seront également réalisées avec une cartographie des points de rejets industriels dans le réseau (analyses au droit des rejets des industriels).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra l'ensemble des justificatifs des mesures complémentaires réalisées au service d'inspection, en vue de déterminer l'origine de production des AOF et les actions correctives envisagées pour en réduire/supprimer les rejets.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Absence de mesures d'investigations complémentaires pour expliquer la présence d'AOF dans les rejets aqueux (cf.fiche constat n°16).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra apporter les justificatifs permettant d'attester des actions menées en vue de réduire les rejets en AOF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> • respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; • gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées.
Constats : Des analyses complémentaires vont être mises en oeuvre (cf.fiche de constat n°16).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 19 : Plan de surveillance des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux :

2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.

<i>Paramètre</i>	<i>Fréquence de suivi</i>	<i>Seuil de flux</i>
Zn et ses composés	Trimestrielle	> 200 g/jour

Constats :

Dans le cadre de la campagne de surveillance initiale RSDE, une surveillance pérenne du paramètre Zinc et ses composés devait être mise en oeuvre.

Les résultats du suivi trimestriel a été transmis au service d'inspection.

<i>Date</i>	<i>Volume effluent rejeté</i>	<i>Pluviométrie</i>	<i>Zn</i>	<i>Zn</i>
			<i>Concentration mg/L</i>	<i>Flux g/j</i>
011/06/17	3640	0	0,034	124
19/09/17	3080	0	0,026	80
19/10/17	2760	0	0,089	246
16/01/18	4320	5,4	0,049	212
24/04/18	3840	0	0,084	323
09/07/18	3460	0	0,046	159
26/09/18	2900	0	0,044	128
04/12/18	4180	12	0,073	305
26/09/19	3440	0,1	0,081	279
24/04/19	3700	7,6	0,097	359

Le seuil de flux de 200 g / jour est dépassé, avec un seuil maximum observé le 24/04/2019 et 359 g/j.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une surveillance trimestrielle du paramètre Zn doit donc être mise en œuvre, outre les autres évolutions introduites par voie d'arrêté ministériel dans l'arrêté du 02/02/98, sur la surveillance des substances dangereuses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 20 : Plan de surveillance des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des substances dangereuses
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme de surveillance des rejets aqueux incluant la surveillance des substances dangereuses n'a pas été établi à ce jour. Ce programme doit inclure le Zn, déjà identifié lors des campagnes RSDE, outre ceux visés aux alinéas 3 et 4 de l'article 32 du même arrêté du 02/02/98.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra confirmer le lancement des analyses pour la mise à jour du plan de surveillance. À l'issue des analyses, l'exploitant transmettra à l'inspection sa proposition de plan de surveillance des rejets aqueux comprenant la liste des substances retenues, les valeurs limites d'émissions et fréquences de surveillance associées, conformément aux dispositions des articles 32 et 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les propositions retenues devront être justifiées au regard notamment des résultats d'analyses effectuées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois